



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



EXPERTISE
FRANCE
GROUPE AFD



Expertise France ^{ET} **le climat**



© Ibrahim Ahmed Barry - ACTERRA-AFD

56

projets sur la thématique

347,5 M€

de chiffre d'affaires pluriannuel

Les bouleversements climatiques menacent le vivant dans son ensemble et conduisent de nombreux pays à repenser leur modèle de développement. Expertise France accompagne les acteurs et les autorités locales partenaires afin d'intégrer les enjeux climatiques dans leurs politiques et leurs programmes, contribuant ainsi aux objectifs de développement durable et à ceux de l'Accord de Paris sur le climat.

Des savoir-faire en commun

Enjeux climatiques et politiques publiques

Expertise France accompagne plus de 90 pays partenaires dans la définition et la mise en œuvre de solutions climatiques innovantes. L'agence travaille aux côtés de partenaires des secteurs public et privé dans le but d'atténuer les effets du changement climatique et d'aider les populations les plus vulnérables à s'y adapter. Ses opérations couvrent différents pays, divers modes de financement, un large éventail de domaines stratégiques et les différentes facettes des interventions d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

Nos modes opératoires

Agence publique de coopération technique internationale, Expertise France appuie la mise en place d'une **gouvernance favorable à une action durable et responsable pour le climat**. La démarche de l'agence s'inscrit dans la stratégie « climat-développement » du groupe AFD qui oriente les activités du Groupe en faveur du climat.

Expertise France participe au renforcement des capacités des autorités et des acteurs de terrain en agissant aux échelles locale, régionale et nationale. Ses actions incluent :

- la mise à disposition d'expertises techniques publiques et privées spécifiques ;
- le partage d'expériences entre pairs ;
- l'amélioration et le partage de connaissances et de technologies ;
- le développement de compétences pour la structuration de projets complexes à co-bénéfices climat ;
- l'implication des populations locales dans les processus de planification des politiques climatiques, et dans la prise en compte de leurs vulnérabilités et de leurs besoins ;
- le soutien à des projets pilotes, par le biais de subventions.

En 2023, Expertise France mobilise des ressources françaises (30 %) et européennes (70 %) pour soutenir les pays et territoires partenaires dans la mise en place de trajectoires de développement bas-carbone et résilientes au changement climatique.



Nos axes d'intervention

#1

Créer un cadre de gouvernance favorable aux politiques et aux stratégies climatiques

L'Accord de Paris sur le climat constitue le principal cadre de gouvernance internationale sur les changements climatiques. Il repose sur un principe de responsabilité partagée mais différenciée : chaque pays doit déployer des efforts, en fonction de ses circonstances spécifiques, pour limiter ses émissions de gaz à effet de serre. Ces engagements en matière de réduction des émissions sont consolidés au sein des contributions déterminées au niveau national.

Une grande partie des pays les plus vulnérables de la planète fait partie des plus faibles émetteurs de gaz à effet de serre. Ainsi, leur priorité en matière de planification climat se situe dans **l'adaptation aux changements climatiques**. Cette planification a pour objectif de rendre leurs économies et leurs sociétés résilientes face aux conséquences des changements climatiques, et consiste donc à rendre climato-compatible les différentes politiques et actions publiques.

L'action d'Expertise France se concentre en particulier sur :

- **le renforcement du cadre de gouvernance climat ;**
- **le soutien à l'élaboration et/ou à la révision des engagements** pris par le pays partenaire auprès de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ;
- **la mise en place de stratégies à long terme.**

La formulation de tels engagements et leurs déclinaisons dans les cadres juridiques et institutionnels nationaux, mais également la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de ces actions nécessitent des capacités techniques et l'implication d'un large éventail de parties prenantes, dont le secteur privé et les acteurs de la société civile, afin de favoriser une vision commune et partagée.

En parallèle, l'agence mène des projets sur la **justice climatique**, afin d'améliorer l'accès au droit et à la justice des populations affectées par le changement climatique. Expertise France participe notamment au renforcement des systèmes de mesure et d'évaluation des services météorologiques et climatiques de ses partenaires afin de favoriser la prise en compte des impacts présents et futurs dans les prises de décision mais aussi de suivre et évaluer les actions de manière transparente.

#2

Participer à la réduction et à la prévention des risques climatiques

Les manifestations du changement climatique sont d'ores et déjà visibles (sécheresse, pluies torrentielles, érosion côtière, vagues de chaleur, submersions marines, incendies de forêts, intrusion saline, etc.), et devraient devenir plus fréquentes et plus intenses dans les prochaines années. Les pénuries en eau, les crises énergétiques et la fragilisation des infrastructures et des réseaux d'approvisionnement risquent d'altérer la sécurité alimentaire des populations.

Plusieurs pays d'intervention d'Expertise France se situent dans les dix premières places de l'indice *Global Climate Risk Index*, qui met en lumière les pays les plus touchés par les phénomènes climatiques extrêmes. Dans ce contexte, **l'augmentation de la capacité de résilience des populations est une urgence.**

Les recherches menées par l'Union internationale pour la conservation de la nature et de l'environnement (UICN) et l'Université d'Oxford suggèrent que les solutions fondées sur la nature peuvent contribuer à hauteur de 30 % des efforts d'atténuation nécessaires pour stabiliser le réchauffement sous la barre des 2 °C. En outre, **les solutions fondées sur la nature représentent une puissante défense contre les manifestations du changement climatique**, comme les inondations ou encore les îlots de chaleur urbains.

Nos axes d'intervention

#3

Développer des villes durables

Les villes rassemblent une pluralité d'acteurs et constituent un lieu décisif pour mobiliser les générations futures et concrétiser le potentiel des solutions fondées sur la nature. Si elles concentrent aujourd'hui 50 % de la population mondiale, elles continuent de croître et devraient abriter 70 % des habitats de la planète en 2050. Selon ONU-Habitat, la moitié des aires urbaines qui existeront dans 10 ans ne sont pas encore construites à ce jour. Dans les pays en développement, le Fonds pour l'environnement mondial estime ainsi que 60 à 70 % des infrastructures y seront construites dans les années à venir. La planification urbaine constitue un levier majeur de développement durable des villes. Elle permet de prendre en compte les enjeux climat dans la prévention des risques de catastrophes naturelles, la réduction des gaz à effet de serre, le développement d'infrastructures et de services résilients et la préservation de la biodiversité et de l'environnement.

Expertise France s'engage aux côtés des autorités locales dans la définition et la mise en œuvre de **politiques urbaines durables** (planification, données cartographiques, etc.), **du développement de services urbains accessibles à tous ainsi que d'infrastructures résilientes** (gestion des inondations, prévention des risques naturels, etc.).

#4

S'orienter vers une transition énergétique juste

La croissance, l'industrialisation et l'urbanisation des pays en voie de développement entraînent une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Pour y faire face, les efforts doivent être concentrés vers des actions internationales dans la transition vers une économie à faible intensité carbone. Cela passe par des mesures de soutien aux États engagés, d'appui aux investissements du secteur privé ou encore la mobilisation de ressources financières et techniques.

Expertise France accompagne la rédaction et la mise en œuvre de certaines **stratégies bas-carbone** et de feuilles de route qui définissent les trajectoires de réduction des émissions de gaz à effet de serre jusqu'à atteindre la neutralité. Cela consiste à développer des outils permettant aux décideurs et aux citoyens d'élaborer des scénarios prenant en compte les vulnérabilités liés aux changements climatiques mais aussi leurs dimensions sectorielles et leurs implications économiques et sociales.

La transition énergétique juste tient compte des impacts sociaux de la transition énergétique via :

- la création de revenus et d'emplois décents ;
- la réduction de la pauvreté et des inégalités ;
- le soutien aux travailleurs, aux communautés et aux régions affectées par la sortie des énergies fossiles.

Elle implique l'instauration d'un dialogue social inclusif entre gouvernements, représentants des employeurs et des travailleurs, et tout groupe concerné par la transition vers des économies vertes.



#5

Améliorer l'accès à la finance climat

Lors de la COP15 à Copenhague, les pays développés se sont engagés à mobiliser 100 milliards de dollars chaque année pour l'action climatique dans les pays en développement. Bien que cet engagement ait été réitéré lors de la ratification de l'Accord de Paris, les flux financiers annuels de la finance climat restent insuffisants au regard des besoins des pays en développement pour accélérer leur transition vers un développement sobre en carbone et résilient.

Pour relever ce défi, Expertise France appuie les ministères des Finances de ses pays partenaires dans l'**identification et le suivi des dépenses existantes** liées au climat. L'agence accompagne également les secteurs financiers public et privé dans l'adoption de taxonomies vertes. Sur fonds de l'Union européenne, ou encore en étroite synergie avec l'Agence française de développement et sa filiale Proparco, elle mobilise des expertises pour accompagner les pays partenaires à **identifier leurs besoins financiers, et à planifier et mobiliser des ressources**.

Longtemps le secteur public a été perçu comme unique source de financement du climat. Les besoins de financement sont toutefois trop grands et la disponibilité des ressources peut être problématique, notamment pour les États endettés. Dans ces conditions, créer un environnement propice aux investissements du secteur privé en faveur du climat peut se révéler clef.



#6

Assurer une agriculture résiliente

Le secteur de l'agriculture doit relever plusieurs défis de taille : la sécurité alimentaire pour une population croissante, l'assurance de revenus décents aux agriculteurs, le changement climatique et ses effets sur les cultures, l'amélioration de la rentabilité économique des filières, ainsi que la perte de biodiversité et la surexploitation des ressources naturelles.

Des solutions durables et collaboratives sont nécessaires pour relever ces défis et **assurer une agriculture résiliente et respectueuse de l'environnement**. Cela passe entre autre par une amélioration de l'accès aux ressources (foncier, eau, semences,...), l'adaptation (techniques, matériel génétique,...) aux changements climatiques et l'accès aux marchés ainsi qu'aux innovations technologiques et aux connaissances agricoles.

Dans ce sens, **Expertise France accompagne les acteurs du secteur à tous les niveaux dans la mise en œuvre de leurs projets** : gouvernements, chambres d'agriculture, chambres de commerce, institutions, agriculteurs, négociants, transformateurs, coopératives, interprofessions, chercheurs, laboratoires, ONG.

Favoriser une action durable et responsable pour le climat

CARAÏBES

RESEMBID - PROGRAMME EN FAVEUR DE LA RÉSILIENCE, DES ÉNERGIES DURABLES ET DE LA BIODIVERSITÉ MARINE

2019-2023 | 36,9 M€ | Union européenne

Avec le programme RESEMBID, Expertise France appuie les efforts nationaux de développement humain durable, déployés par les pays et territoires d'outre-mer des Caraïbes.

Le projet vise notamment à augmenter la résilience de ces pays et leur adaptation face aux phénomènes naturels extrêmes et récurrents.

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

EUROCLIMA

2023-2027 | 21 M€ | Union européenne

EUROCLIMA est un programme régional de coopération pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Il vise à appuyer les pays partenaires dans la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national.

Les actions sont conjointement identifiées avec les interlocuteurs institutionnels dans chaque pays (ministères sectoriels) à travers des dialogues pays, afin de définir, programmer et mettre en œuvre les actions prioritaires pour réduire l'impact du changement climatique.

COLOMBIE

STRATÉGIE LONG TERME POUR LE CLIMAT (E2050 COLOMBIA)

2019-2021 | 1,3 M€ | Agence française de développement

Le projet vise à faire de la Colombie une économie et une société résilientes au climat, neutres en carbone et dotées de grandes capacités d'adaptation dans ses territoires et ses secteurs d'activité.

L'objectif est d'améliorer la capacité du pays à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique et à instaurer un développement résilient au climat en mettant l'accent sur la conservation de la biodiversité et la sécurité de l'eau.

#1

Gouvernance

#2

Risques climatiques



EUROPE

PROJET DE FORMATION AU BUDGET VERT

2021-2023 | 1 M€ | Union européenne

Le projet vise à améliorer la capacité de 23 États membres de l'Union européenne à déployer un budget vert afin d'illustrer l'impact des dépenses de l'État sur l'environnement et le climat.

L'objectif principal est de former les ministères des Finances des États partenaires à la méthodologie de cotation des dépenses, de développer un cadre de collaboration inter-ministériel et de favoriser des échanges entre fonctionnaires publics européens au sujet de la budgétisation verte.

ARMÉNIE

TRANSITION FINANCIÈRE ET FINANCES PUBLIQUES VERTES

2023-2025 | 1 M€ | Agence française de développement

Ce projet vise notamment à soutenir le ministère de l'Économie arménien dans le développement et le renforcement des outils et des stratégies pour accroître la résilience de la population arménienne et encourager l'économie nationale à s'adapter au changement climatique, particulièrement en matière de stratégie d'économie verte et d'économie circulaire.

GRÈCE

GESTION DES URGENCES ET DE LA CRISE CLIMATIQUE

2022-2023 | 1,5 M€ | Union européenne

Le projet vise à améliorer la préparation aux situations d'urgence, la réponse et l'adaptation au changement climatique.

Expertise France accompagne les institutions grecques dans le perfectionnement des systèmes de prévision et appuie la sécurité civile dans le renforcement de ses capacités.

AMÉRIQUE LATINE

AMAZONIA + : TRANSITION VERTE DU BASSIN AMAZONIEN

2023-2027 | 6 M€ | Union européenne

Ce projet vise à améliorer la capacité des huit pays du bassin amazonien à atténuer leurs émissions de CO₂, à s'adapter aux effets du changement climatique, à réduire significativement la déforestation et à améliorer la protection de la biodiversité.

MULTI-PAYS

GREEN OVERSEAS

2020-2025 | 17,8 M€ | Union européenne

Le programme Green Overseas vise à accélérer la transition énergétique et à accroître la résilience climatique des pays et territoires d'outre-mer.

Il est mis en oeuvre dans 25 pays et territoires d'outre-mer européens et britanniques.

Favoriser une action durable et responsable pour le climat

COSTA RICA

ACCOMPAGNER LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN NATIONAL DE DÉCARBONATION

2021-2023 | 1,7 M€ | Agence française de développement

Ce projet consiste en une assistance technique d'Expertise France pour appuyer le gouvernement du Costa Rica dans la mise en œuvre d'un prêt pour la décarbonation.

L'accompagnement se concentre sur la construction et l'urbanisme durable, la gestion des déchets et la transition juste.

HAÏTI

URBAYITI - GOUVERNANCE URBAINE ET VILLES RÉSILIENTES

2017-2024 | 14,4 M€ | Union européenne

Le programme Urbayiti vise à promouvoir le développement économique et social d'Haïti et à contribuer à la résilience des populations à travers l'amélioration de la gestion urbaine, le renforcement de la planification urbaine et l'accompagnement dans la réalisation des opérations municipales.

CÔTE D'IVOIRE

TRANSITION BAS CARBONE

2023-2026 | 5,9 M€ | Union européenne

Ce projet participe au rehaussement de la performance climatique de la Côte d'Ivoire. L'objectif est d'accompagner le gouvernement ivoirien dans le pilotage et le suivi de la mise en œuvre de sa stratégie climat, tout en incluant les enjeux de genre.

Le projet a pour ambition de mettre en œuvre des activités au plus proche des cibles affichées par la Côte d'Ivoire dans ses contributions déterminées au niveau national.

#3

Villes durables

#4

Transition énergétique juste

ALBANIE**RÉFORME DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ****2020-2022 | 1 M€ | Agence française de développement**

À travers ce programme, Expertise France accompagne les autorités albanaises dans le développement d'un cadre réglementaire moderne pour le secteur de l'électricité. Elle met en œuvre diverses actions, comme le renforcement des capacités du ministère de l'Énergie, de l'entité nationale de régulation de l'énergie et de l'agence pour l'efficacité énergétique, l'amélioration des mesures de protection des populations vulnérables et le travail sur les sujets de tarification de l'électricité.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE**SOUTIEN À LA CONVENTION DES MAIRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE****2019-2023 | 4,7 M€ | Union européenne**

La « Convention des maires pour l'Afrique subsaharienne » (CoM SSA) est une initiative financée par l'Union européenne qui vise à accompagner les villes d'Afrique subsaharienne dans leur lutte contre le changement climatique et dans leurs efforts pour assurer l'accès à l'énergie propre de leurs populations.

CÔTE D'IVOIRE**MAXIMISATION DES IMPACTS SOCIO-ÉCONOMIQUES DE L'ÉLECTRIFICATION RURALE****2021-2025 | 4 M€ | Agence française de développement**

Le projet d'appui à la maximisation des impacts socio-économiques de l'électrification rurale en Côte d'Ivoire contribue à l'amélioration de la qualité de vie en zone rurale par un meilleur accès à des équipements électriques de qualité pour les ménages, les très petites entreprises et les espaces collectifs.

Favoriser une action durable et responsable pour le climat

TUNISIE

ÉMANCIPATION DES FEMMES ET ORGANISATIONS RURALES

2023-2027 | 4,5 M€ | Agence française de développement

Le projet vise à contribuer à l'autonomisation des femmes et à l'amélioration de leurs conditions de travail dans le secteur de l'agriculture.

Un volet est dédié au travail sur les normes sociales autour du genre tandis qu'un autre se consacre à l'adaptation au changement climatique, à la transformation et à la commercialisation de produits agricoles.

AMÉRIQUE LATINE

AMAZONIA + : TRANSITION VERTE DU BASSIN AMAZONIEN

2023-2027 | 6 M€ | Union européenne

Ce projet vise à améliorer la capacité des huit pays du bassin amazonien à atténuer leurs émissions de CO₂, à s'adapter aux effets du changement climatique, à réduire significativement la déforestation et à améliorer la protection de la biodiversité.

#5

Finance climat

#6

Agriculture

TUNISIE

SUNREF

2020-2023 | 2,2 M€ | Agence française de développement

Le dispositif SUNREF soutient le développement du marché issu de financements verts, en stimulant l'investissement vert, en incitant les banques à le financer et en renforçant les capacités des acteurs clés dans le domaine.

Cet accompagnement se manifeste par l'activation de trois mécanismes principaux : une ligne de crédit de 60 millions d'euros, des primes à l'investissement à hauteur de 11 millions d'euros et une assistance technique dédiée.

TUNISIE

GREENOV'I

2023-2027 | 12 M€ | Union européenne

GREENOV'I contribue à soutenir le financement du tissu entrepreneurial tunisien en développant des modes de production de biens et de gestion de services en phase avec les principes de l'économie verte. Le projet s'articule autour de trois axes : l'innovation verte, l'économie sobre et la transition écologique.

Expertise France travaille à la mise en place de mécanismes de financement des opérateurs économiques, des micro-entreprises, des petites et moyennes entreprises et des experts techniques internationaux.

AFRIQUE DE L'OUEST

GCCA+

2017-2022 | 12,1 M€ | Union européenne

Le projet GCCA+ Afrique de l'Ouest vise à participer à l'effort régional ouest-africain de mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat. Pour cela, il cible notamment le renforcement des capacités des institutions régionales de l'Afrique de l'Ouest, mais aussi l'émergence de solutions de terrain innovantes pour renforcer la résilience climatique des acteurs agricoles et ruraux.

Il est mis en oeuvre dans les 15 pays de la CEDEAO ainsi qu'au Tchad et en Mauritanie.

ANGOLA

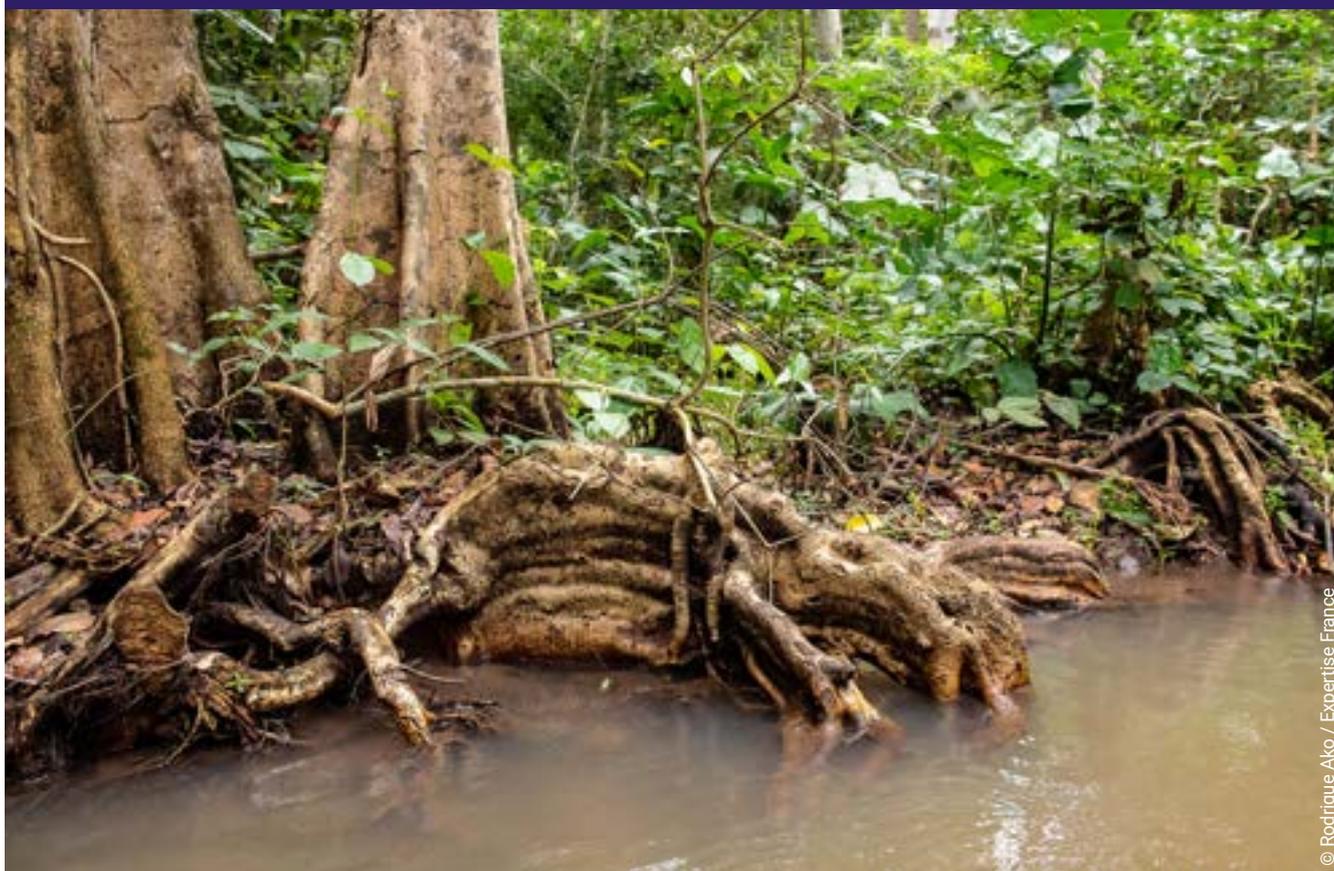
ASSISTANCE TECHNIQUE SUR LES SYSTÈMES FINANCIERS

2023-2024 | 0,7 M€ | Agence française de développement

Le projet vise à accompagner le renforcement de la banque nationale angolaise pour une finance plus durable et intégrant les meilleures pratiques internationales.

Agence publique, Expertise France est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

En savoir plus : www.expertisefrance.fr



© Rodrigue Ako / Expertise France

Juin 2023

EXPERTISE FRANCE
40, boulevard de Port-Royal
75005 Paris – France

expertisefrance.fr
twitter.com/expertisefrance
[linkedin.com/company/expertise-france](https://www.linkedin.com/company/expertise-france)
[facebook.com/expertisefrance](https://www.facebook.com/expertisefrance)
#MondeEnCommun

Exécution Planet7